ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.158/2
DU 18 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 28 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant la liste annexée à l'arrêté royal du 24 octobre 2002 fixant les procédures, délais et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des fournitures visées à l'article 34, alinéa 1er, 20° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort de l'article 19/1, § 1er, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [1]; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [2], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il apparaît du préambule de l'arrêté royal en projet et des pièces transmises par le fonctionnaire délégué que cette formalité a été accomplie et, qu'en l'espèce, l'auteur du projet conclut qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise. Cependant, l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ne comporte aucun élément relatif à la motivation de l'exemption [3].

Par conséquent, il appartient à l'auteur du projet de procéder au bon accomplissement de cette formalité.

---

[1] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997 précitée. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. A ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[2] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

[3] Voir le formulaire EIDDD (formulaire B) daté du 6 mars 2012.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il faut supprimer la référence à l'article 35*bis*, § 16, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, puisque cette disposition légale ne constitue pas un fondement juridique du texte en projet [4].

2. Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, il y a lieu d'ajouter un nouvel alinéa, entre les alinéas 3 et 4 du préambule, qui sera rédigé comme suit :

« Considérant que le Service d'évaluation et de contrôle médicaux n'a pas émis d'avis dans le délai de cinq jours, prévu à l'article 27, alinéa 4, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, et que l'avis concerné est donc réputé avoir été donné en application de cette disposition de la loi ; ».

3. Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, il faut remplacer, à l'alinéa 5, la date du 29 février 2012 par celle du 2 mars 2012.

DISPOSITIF

Article 2

La nouvelle section 10, § 1er, en projet, fait référence « aux modalités décrites au '§xxx' de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques ».

Interrogé sur le caractère incomplet du texte en projet, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

> « De procedure van de groepsgewijze herziening van de medische gasvormige zuurstof en de vloeibare zuurstof binnen de commissie tegemoetkoming geneesmiddelen is nog niet beëindigd ».

Par conséquent, soit l'article 2 du projet sera revu soit le projet sera adopté postérieurement à la modification que l'auteur du projet entend apporter à l'arrêté royal précité du 21 décembre 2001 et à laquelle il est fait référence.

---

[4] En outre, l'article 35*bis*, § 16, a été inséré dans la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, par l'article 227, 2°, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et sera abrogé, le 1er mai 2012, en application des articles 18 et 19 de la loi-programme (I) du 29 mars 2012.

Article 3

1. Interrogé sur la portée de l'article 3 du projet, le fonctionnaire délégué a indiqué ceci :

> « Wat betreft artikel 3 is het zo dat voor de kortdurende zuurstoftherapie er nooit een persoonlijk aandeel betaald wordt. De bedoeling van dit artikel is dan ook om de tariefzekerheid voor de rechthebbende te behouden ook als de leverancier een niet-apotheker is ».

2. Alors que l'article 2 est une disposition modificative de l'annexe à l'arrêté royal du 24 octobre 2002 'fixant les procédures, délais et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des fournitures visées à l'article 34, alinéa 1er, 20°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', l'article 3, qui complète pourtant l'article 2, se présente comme une disposition autonome.

En outre, l'article 3 se réfère au paragraphe 5 de l'article 2, alors que cette disposition n'est pas divisée en paragraphes, contrairement au texte qu'elle insère dans l'annexe précitée.

L'article 3 doit être rédigé comme insérant une disposition complémentaire à la section 10 de la partie I, chapitre 2, de l'annexe précitée, insérée par l'article 2, et se référer non pas « à l'article 2, § 5, » mais au paragraphe 5 de cette section 10. Il appartient à l'auteur du projet d'apprécier si cette disposition doit être fusionnée avec l'article 2 ou faire l'objet d'une disposition modificative séparée.

Article 4

Le projet prévoit en son article 4, l'entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Concernant l'entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au Moniteur, pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu, en tout cas, de s’assurer d’une date de publication telle que chacun disposera d’un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié.

La présente observation est formulée sous réserve de celle figurant sous l’article 2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M.	BAGUET,	
Monsieur	Y.	DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. SCHMITZ, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.158/2
VAN 18 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 maart 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp koninklijk besluit "tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de verstrekkingen bedoeld in artikel 34, eerste lid, 20° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' volgt dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[1]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[2], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Uit de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit en uit de stukken die de gemachtigde ambtenaar overgezonden heeft, blijkt dat dit vormvereiste vervuld is en dat de steller van het ontwerp *in casu* besluit dat geen effectbeoordeling vereist is. Het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren bevat evenwel geen enkel gegeven in verband met de motivering van die vrijstelling[3].

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp dit vormvereiste naar behoren te vervullen.

---

[1] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de voormelde wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de voormelde wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[2] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 5 mei 1997.

[3] Zie het DOEB-formulier (formulier B) d.d. 6 maart 2012.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. In het eerste lid dient de verwijzing naar artikel 35*bis*, § 16, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, te vervallen, aangezien die wetsbepaling geen rechtsgrond oplevert voor de ontworpen regeling[4].

2. Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, dient tussen het derde en het vierde lid van de aanhef een nieuw lid te worden ingevoegd dat luidt als volgt:

“Overwegende dat door de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle geen advies is geformuleerd binnen de termijn van vijf dagen, vermeld in artikel 27, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en dat het betrokken advies derhalve met toepassing van die wetsbepaling wordt geacht te zijn gegeven;”.

3. Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, dient in het vijfde lid de datum van 29 februari 2012 te worden vervangen door die van 2 maart 2012.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In de ontworpen nieuwe afdeling 10, § 1, is sprake van “de voorwaarden uit ‘§xxx’ van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten”.

Om uitleg gevraagd omtrent de onvolledigheid van de ontworpen tekst, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“De procedure van de groepsgewijze herziening van de medische gasvormige zuurstof en de vloeibare zuurstof binnen de commissie tegemoetkoming geneesmiddelen is nog niet beëindigd.”

---

[4] Bovendien is artikel 35*bis*, § 16, in de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij artikel 227, 2°, van de programmawet (I) van 27 december 2006 en wordt die bepaling per 1 mei 2012 opgeheven met toepassing van de artikelen 18 en 19 van de programmawet (I) van 29 maart 2012.

Bijgevolg dient artikel 2 van het ontwerp te worden herzien, ofwel dient het te worden aangenomen na de wijziging die de steller van het ontwerp wenst aan te brengen in het voormelde koninklijk besluit van 21 december 2001 waarnaar verwezen wordt.

Artikel 3

1. Naar aanleiding van een vraag betreffende de reikwijdte van artikel 3 van het ontwerp heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende te kennen gegeven:

"Wat betreft artikel 3 is het zo dat voor de kortdurende zuurstoftherapie er nooit een persoonlijk aandeel betaald wordt. De bedoeling van dit artikel is dan ook om de tariefzekerheid voor de rechthebbende te behouden ook als de leverancier een niet-apotheker is."

2. Terwijl artikel 2 een bepaling is tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 'tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de verstrekkingen bedoeld in artikel 34, eerste lid, 20° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994,' dient artikel 3, dat nochtans een aanvulling van artikel 2 vormt, zich aan als een autonome bepaling.

Bovendien is in artikel 3 sprake van artikel 2, § 5, terwijl dat artikel niet in paragrafen onderverdeeld is, in tegenstelling tot de tekst die bij deze bepaling in de voormelde bijlage wordt ingevoegd.

Artikel 3 dient te worden geredigeerd als een artikel waarbij een extra bepaling wordt ingevoegd in afdeling 10 van deel I, hoofdstuk 2, van de voormelde bijlage, welke afdeling door artikel 2 ingevoegd wordt, en daarbij mag niet verwezen worden naar "artikel 2, § 5", maar naar paragraaf 5 van die afdeling 10. De steller van het ontwerp dient te beoordelen of die bepaling geïntegreerd dient te worden in artikel 2 of een afzonderlijke wijzigingsbepaling dient te vormen.

Artikel 4

In artikel 4 van het ontwerp wordt bepaald dat het ontwerp in werking treedt op de eerste dag van de maand die volgt op die van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Zulk een regel van inwerkingtreding op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in

principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, terwijl die bepaling ertoe strekt iedereen een redelijke termijn te verschaffen om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Indien de formulering in het ontwerp wordt aangenomen, behoort hoe dan ook gezorgd te worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.

Deze opmerking wordt gemaakt onder voorbehoud van die welke over artikel 2 is gemaakt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	Y.	DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. V. SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS